

Étudiant-e-s en lutte

Pour une université publique, contre la sélection et la précarité étudiante !

Depuis plusieurs décennies, l'université ne cesse d'être détruite par les gouvernements successifs et notamment par celui de Macron, à travers la baisse constante des investissements publics et des réformes sélectives. En 10 ans, le budget par étudiant a baissé de 10% et la sélection en cette rentrée 2019 a laissé plus de 70 000 lycéen-ne-s sans affectation dans le supérieur. **Les conditions d'étude se dégradent à l'université**, les structures sont insuffisantes et les personnel-le-s d'autant plus précaires.

Onzième Thèse et Solidaires Étudiant-e-s Bordeaux

Nous, étudiant-e-s de Bordeaux Montaigne, nous organisons collectivement car c'est par la lutte que nous pouvons obtenir ce que nous revendiquons. Ainsi, nous avons participé aux différentes luttes qui ont touché l'enseignement supérieur et la société plus généralement : Parcoursup, la sélection à l'université, la hausse des frais d'inscription pour les étudiant-e-s étranger-e-s, le mouvement des Gilets Jaunes. Actuellement, nous nous engageons **contre la réforme des retraites, celle du CAPES et contre la précarité étudiante**.

Cette dernière problématique a éclaté au grand jour au cours des derniers mois, révélant une réalité que vivent les étudiant-e-s au quotidien depuis plusieurs années. Nous sommes nombreux-se-s à ne pas voir d'avenir dans le modèle de société qui nous est proposé. En effet, en rentrant sur le marché du travail, 20% des jeunes sont au chômage, les bourses et allocations continuent de baisser, les prix de l'immobilier augmentent : un avenir d'autant plus précaire quand on connaît les conséquences du système capitaliste sur la planète.

Si on nous vend une université plus sélective et professionnalisante, c'est pour mieux l'adapter aux exigences du grand patronat. Si on cherche à exclure toujours plus d'étudiant-e-s de l'enseignement supérieur, c'est pour mieux conformer la jeunesse à son horizon de précarité et d'exploitation que beaucoup d'entre nous connaissent déjà. Aujourd'hui, **un-e étudiant-e sur deux est obligé-e de travailler** pour financer ses études.

Nous combattons également les oppressions qui traversent cette société et auxquelles l'université est loin d'être imperméable. Bien au contraire, dans le contexte de libération de la parole qu'a permis le mouvement féministe, un certain nombre de témoignages ont mis en lumière les nombreux cas de violences sexistes et sexuelles dont sont victimes les femmes à l'université et l'omerta qui entoure ces agressions.

Les structures universitaires sont anti-démocratiques (sur 36 membres au CA, seul-e-s 6 sont étudiant-e-s). Nous avons donc décidé de faire une liste commune au Conseil d'Administration (CA) et à la Commission de la Formation et de la Vie Universitaire (CFVU) afin de défendre nos intérêts. Ces intérêts sont les mêmes que ceux des millions de travailleuses et travailleurs qui subissent l'exploitation et luttent contre la réforme des retraites. L'université que nous voulons doit être un point d'appui dans leur combat contre ce système car cette réforme n'est pas indépendante de celles qui nous touchent directement à l'université. Nous, étudiant-e-s en lutte pour un avenir meilleur, revendiquons **l'organisation de la jeunesse avec les travailleur-se-s pour changer la société**.

Nous revendiquons :

<p>Une Université gratuite, ouverte à tout-e-s</p> <ul style="list-style-type: none">● La fin de la sélection : accueil des classes populaires et des enfants d'ouvrier-e-s● La gratuité de l'inscription● L'aménagement des cours pour les étudiant-e-s salarié-e-s	<p>Contre la précarité étudiante</p> <ul style="list-style-type: none">● Un revenu étudiant à hauteur du SMIC qui permette à chacun-e d'étudier dans de bonnes conditions● La réquisition des logements vides (23 000 sur la métropole bordelaise)● La gratuité des repas et transports
<p>Lutte contre les oppressions</p> <ul style="list-style-type: none">● Une commission de médiation des étudiant-e-s, enseignant-e-s et personnel-le-s pour statuer sur les affaires de violences sexistes et sexuelles● Pour lutter contre la transphobie, une véritable formation des personnels et la possibilité d'obtenir un diplôme sans civilité et avec le prénom d'usage● L'absence de différence de traitement entre étudiant-e étranger-e et français-e	<p>Pour une université au service de la majorité</p> <ul style="list-style-type: none">● Une université fermée aux intérêts du patronat, retrait immédiat de toutes les personnalités extérieures des conseils d'administration, en particulier les représentants de grandes entreprises● Investissements publics dans les structures de l'université, plus d'enseignants et titularisation de tous les personnels

LE 12 ET 13 FÉVRIER, POUR PORTER CE PROGRAMME, VOTEZ POUR
LA LISTE ÉTUDIANT-E-S EN

LUTTE

